

Dépêches télégraphiques

Service particulier du Journal de Roubaix

Paris, 7 juillet.

Le Journal officiel publie un avis portant que les résultats définitifs des souscriptions à l'emprunt du 27 juin sont parvenus à la connaissance de l'administration...

Le général de Manteuffel est reparti dans la matinée de Versailles. Il a eu plusieurs conférences avec M. Thiers.

On espère que par suite de paiements qui seront effectués, les Prussiens évacueront plusieurs départements à la fin de juillet.

Darmstadt, 6 juillet.

La Diète a adopté, par six voix contre une, la convention militaire avec la Prusse.

Londres, 7 juillet.

Le Times constate que les élections ont affirmé la position de M. Thiers dans l'Assemblée.

La Chambre continue la discussion du bill sur les élections.

Le prince Frédéric de Prusse, la princesse et sa famille sont arrivés.

Le prince est porteur de l'Ordre de l'Aigle noir pour M. de Bernstorff.

Le prince et la princesse de Galles ont reçu le prince Frédéric à la gare et l'ont accompagné jusqu'à l'ambassade où descendait la princesse de Prusse.

Il a été rendue visite ensuite au prince de Galles.

Londres, 7 juillet.

Le prince et la princesse de Galles partent la semaine prochaine pour l'Allemagne.

Les journaux annoncent que le commandant prussien a proclamé l'état de siège à Amiens, parce que le meurtrier d'un soldat allemand n'a pas été découvert.

Madrid, 7 juillet.

La proposition de censurer le gouvernement a été rejetée par 119 voix contre 61.

La proposition d'amnistie a été prise en considération.

On croit que M. Moret se démettra de ses fonctions quand la commission, nommée pour examiner la proposition d'enquête sur la question des tabacs, déposera son rapport aux Cortès.

On assure que M. Zorilla serait chargé, par intérim, du ministère des finances.

L'Impartial croit que la banque de Paris, convaincue de l'impossibilité d'exécuter le contrat, consentira à la résiliation sans indemnité ni engagement par le Trésor.

INFORMATIONS ET NOUVELLES

On écrit de Versailles, 6 juillet, au Temps : « Ce matin, vers dix heures et demie, un train spécial, venant de Compiègne par le chemin de fer de ceinture, a amené à Versailles, le général baron de Manteuffel, commandant en chef l'armée d'occupation prussienne, et M. le colonel comte de Waldersée, chargé d'affaires du gouvernement impérial à Paris. »

Le général était en grand uniforme, avec la plaque de la Légion d'honneur; il était accompagné d'un aide de camp en uniforme de hussard.

La voiture de M. Thiers attendait les officiers prussiens à la gare et les a conduits à la préfecture.

Après le déjeuner, le même train spécial a ramené le général de Manteuffel à son quartier général de Compiègne.

Aujourd'hui, jeudi, un délégué de M. le ministre des finances a versé à Strasbourg, entre les mains des autorités prussiennes, un nouvel acompte de 104 millions.

Un autre versement de 175 millions sera fait avant le 10, et aussitôt après les départements de la Seine-Inférieure et de la Somme seront évacués par les troupes prussiennes.

On écrit d'Angleterre que le fils du prince de Bismarck, qui avait été blessé dans l'un des combats de la récente guerre, vient de mourir à la suite de sa blessure.

On lit dans la Liberté : « L'empereur Napoléon va quitter Châteaufort pour aller se fixer au lac de Genève; il est sur le point d'y conclure l'acquisition d'un domaine. L'impératrice a décidé qu'avant d'aller s'y installer tout à fait, elle ferait

un voyage en Espagne avec ses nièces, les demoiselles d'Albe. »

Le même journal publie la dépêche suivante : « Calais, 6 juillet. »

Le duc de Nemours avec son fils le duc d'Alençon, accompagnés du général Dumas, sont débarqués aujourd'hui à Calais; ils sont partis pour Paris.

Le général Bataille est également débarqué. La musique de la garde de Paris s'est embarquée hier, allant à Londres.

On lit dans Paris-Journal : « Nous tenons d'une personne digne de foi que Vermorel, avant de recevoir l'absolution du père jésuite qui l'a assisté dans ses derniers moments, a voulu une rétractation publique devant les gendarmes et devant les sœurs. »

Voici textuellement ses paroles : « Je désavoue les erreurs détestables contenues dans mes ouvrages et dans les journaux que j'ai dirigés, et je demande à Dieu, qui voit mon repentir, de me les pardonner. »

On sait, du reste, que Vermorel appartenait à une des familles les plus pieuses des environs de Villefranche, près de Lyon, que sa mère le destinait à la prêtrise et qu'elle l'avait mis en prison dans une institution de la ville, sans avoir à faire brèche et à donner l'assaut.

A l'aide de ces précieuses indications, l'armée entrerait dans Paris et prenait possession, sans résistance, de la porte de Saint-Cloud et des deux bastions voisins.

Un petit détail, qui a bien son importance : M. Thiers a souscrit au dernier emprunt pour soixante mille francs de rente libérée, ce qui fait un million de capital.

Nous lisons dans l'Echo français : « Un bruit circule au ministère des affaires étrangères, que nous enregistrons, mais que nous ne garantissons pas. »

Des lettres arrivées à Paris et à Versailles, de Berlin et de Saint-Petersbourg, il résulte que la défense faite par la Prusse à la maison Krupp, de fabriquer des canons pour la Russie, a vivement ému le cabinet du czar qui a adressé à M. de Bismarck d'énergiques protestations à ce sujet.

M. de Bismarck, toujours pacifique, aurait répondu au prince Gortschakoff que la Prusse ayant besoin de reformer tout son matériel de guerre, il était de toute justice qu'elle réservât pour elle seule les ressources immenses de l'usine Krupp, à laquelle le grand état-major de Berlin, d'accord avec le ministre de la guerre, a dû commander d'urgence neuf cents pièces d'artillerie d'un modèle nouveau.

En réponse à cette communication de M. de Bismarck, le ministre de la guerre de Russie a commandé en Angleterre six cents pièces de canons de calibres divers.

Les lettres d'Alsace disent qu'on y a appris avec une grande émotion, le résultat des élections de Paris. Les Alsaciens ont été très-touchés du choix que Paris avait fait de députés ayant auparavant représenté leur pays.

Il y a deux ou trois jours, Mulhouse a été le théâtre d'une scène émouvante. Un habitant avait été tué, dimanche dernier, dans une rixe, par un soldat allemand. Un accord tacite a fait, de ses funérailles, une imposante manifestation de l'esprit national qui anime la population.

Le cercueil a été suivi par un cortège de près de 3,000 personnes, appartenant à toutes les classes de la société. Contrairement à l'usage qui exclut les femmes des convois funèbres, plusieurs centaines de dames étaient venues s'y mêler.

Ce sont elles qui, au moment où les premières pelletées de terre tombaient sur le cercueil, ont donné le signal de l'explosion patriotique. Le cri de : « Vive la France ! » parti de leurs rangs, a été répété par l'assistance tout entière.

Puis, au moment où la foule allait se disperser, toutes les mains se sont serrées dans une muette étreinte.

M. Rouher, qui était venu passer quelques jours à Paris, pour connaître les résultats de sa candidature, est, dit-on, retourné à Londres.

Le bruit court que M. M'vil-Bloncourt, nommé dernièrement député par la Gascogne, n'occupera point son siège. On ne dit point pour quel motif.

On travaille activement, dans tous les villages de la banlieue de Paris, à faire disparaître les traces de la guerre. Pour quelques-uns, ce sera l'affaire d'un mois ou deux; mais d'autres, tels que Saint-Cloud, Montretout, A-niè-res, Champsigny, etc., ont besoin, pour réparer leurs ruines, de plusieurs années de paix et de prospérité.

A Arcueil, les Pères Dominicains ont repris possession de leur établissement.

A A-niè-res, quelques propriétaires ont commencé à faire enlever les débris de leurs immeubles.

A Fontenay, on cherchait en vain maintenant quelques traces indiquant l'endroit où l'on avait établi des batteries; cette position stratégique est devenue un champ de pommes de terre.

A Bagneux, toutes les habitations qui avaient reçu des obus ont été réparées.

Il en est de même à Châtillon, à Sevres et à Courbevoie. Le farouche et austère M. Raspail est en train de faire restaurer sa maison de campagne.

A Bellevue, on s'efforce de remettre en état les villas, les restaurants, les guinguettes, et dans quelques jours, tout sera terminé. Bien qu'il y eût là trois batteries, les dégâts n'ont pas été considérables, grâce au tir déférent de messieurs les fédérés.

De toutes les redoutes des environs de Paris, une seule a encore ses pièces d'artillerie; c'est celle de Châtillon.

Une croix bien gagnée

Le Journal officiel publie le rapport suivant, que M. le ministre des travaux

publics vient d'adresser au chef du pouvoir exécutif :

Versailles, le 1<sup>er</sup> juillet 1871.

Monsieur le président,

Le 21 mai dernier, à trois heures de l'après-midi, au moment où le feu de nos batteries était dirigé avec la plus grande énergie sur la partie de l'enceinte de Paris, voisine de la porte de Saint-Goud, tout à coup un homme est apparu près de cette porte, au bastion 64, agitant un mouchoir blanc en guise de drapeau parlementaire.

Ce signal est aperçu de nos avant-postes, heureusement très rapprochés; on se demande, toutefois, si l'on n'a pas encore à redouter une de ces trahisons dont on avait déjà eu plusieurs fois à souffrir; mais bientôt le commandant des troupes établies sur ce point, le capitaine de frégate Trèbe, après avoir défendu à ses soldats de le suivre, se précipite seul en avant, et reconnaît immédiatement qu'il est en présence d'un homme qui s'est dévoué pour le pays. Cet homme était M. Jules Ducatel, simple piqueur au service municipal de la ville de Paris, demeurant près du Point-du-Jour, qui avait déjà fait, dans le même but, plusieurs reconnaissances périlleuses, et qui, après avoir constaté que les insurgés avaient été délogés par le feu de notre artillerie de cette du rempart, venait, au péril de ses jours, en avertir nos troupes et les mettre à même de pénétrer dans la ville, sans avoir à faire brèche et à donner l'assaut.

Le signal est aperçu de nos avant-postes, heureusement très rapprochés; on se demande, toutefois, si l'on n'a pas encore à redouter une de ces trahisons dont on avait déjà eu plusieurs fois à souffrir; mais bientôt le commandant des troupes établies sur ce point, le capitaine de frégate Trèbe, après avoir défendu à ses soldats de le suivre, se précipite seul en avant, et reconnaît immédiatement qu'il est en présence d'un homme qui s'est dévoué pour le pays. Cet homme était M. Jules Ducatel, simple piqueur au service municipal de la ville de Paris, demeurant près du Point-du-Jour, qui avait déjà fait, dans le même but, plusieurs reconnaissances périlleuses, et qui, après avoir constaté que les insurgés avaient été délogés par le feu de notre artillerie de cette du rempart, venait, au péril de ses jours, en avertir nos troupes et les mettre à même de pénétrer dans la ville, sans avoir à faire brèche et à donner l'assaut.

A l'aide de ces précieuses indications, l'armée entrerait dans Paris et prenait possession, sans résistance, de la porte de Saint-Cloud et des deux bastions voisins.

Un petit détail, qui a bien son importance : M. Thiers a souscrit au dernier emprunt pour soixante mille francs de rente libérée, ce qui fait un million de capital.

Nous lisons dans l'Echo français : « Un bruit circule au ministère des affaires étrangères, que nous enregistrons, mais que nous ne garantissons pas. »

Des lettres arrivées à Paris et à Versailles, de Berlin et de Saint-Petersbourg, il résulte que la défense faite par la Prusse à la maison Krupp, de fabriquer des canons pour la Russie, a vivement ému le cabinet du czar qui a adressé à M. de Bismarck d'énergiques protestations à ce sujet.

M. de Bismarck, toujours pacifique, aurait répondu au prince Gortschakoff que la Prusse ayant besoin de reformer tout son matériel de guerre, il était de toute justice qu'elle réservât pour elle seule les ressources immenses de l'usine Krupp, à laquelle le grand état-major de Berlin, d'accord avec le ministre de la guerre, a dû commander d'urgence neuf cents pièces d'artillerie d'un modèle nouveau.

En réponse à cette communication de M. de Bismarck, le ministre de la guerre de Russie a commandé en Angleterre six cents pièces de canons de calibres divers.

Les lettres d'Alsace disent qu'on y a appris avec une grande émotion, le résultat des élections de Paris. Les Alsaciens ont été très-touchés du choix que Paris avait fait de députés ayant auparavant représenté leur pays.

Il y a deux ou trois jours, Mulhouse a été le théâtre d'une scène émouvante. Un habitant avait été tué, dimanche dernier, dans une rixe, par un soldat allemand. Un accord tacite a fait, de ses funérailles, une imposante manifestation de l'esprit national qui anime la population.

Le cercueil a été suivi par un cortège de près de 3,000 personnes, appartenant à toutes les classes de la société. Contrairement à l'usage qui exclut les femmes des convois funèbres, plusieurs centaines de dames étaient venues s'y mêler.

Ce sont elles qui, au moment où les premières pelletées de terre tombaient sur le cercueil, ont donné le signal de l'explosion patriotique. Le cri de : « Vive la France ! » parti de leurs rangs, a été répété par l'assistance tout entière.

Puis, au moment où la foule allait se disperser, toutes les mains se sont serrées dans une muette étreinte.

M. Rouher, qui était venu passer quelques jours à Paris, pour connaître les résultats de sa candidature, est, dit-on, retourné à Londres.

Le bruit court que M. M'vil-Bloncourt, nommé dernièrement député par la Gascogne, n'occupera point son siège. On ne dit point pour quel motif.

On travaille activement, dans tous les villages de la banlieue de Paris, à faire disparaître les traces de la guerre. Pour quelques-uns, ce sera l'affaire d'un mois ou deux; mais d'autres, tels que Saint-Cloud, Montretout, A-niè-res, Champsigny, etc., ont besoin, pour réparer leurs ruines, de plusieurs années de paix et de prospérité.

A Arcueil, les Pères Dominicains ont repris possession de leur établissement.

A A-niè-res, quelques propriétaires ont commencé à faire enlever les débris de leurs immeubles.

A Fontenay, on cherchait en vain maintenant quelques traces indiquant l'endroit où l'on avait établi des batteries; cette position stratégique est devenue un champ de pommes de terre.

A Bagneux, toutes les habitations qui avaient reçu des obus ont été réparées.

Il en est de même à Châtillon, à Sevres et à Courbevoie. Le farouche et austère M. Raspail est en train de faire restaurer sa maison de campagne.

A Bellevue, on s'efforce de remettre en état les villas, les restaurants, les guinguettes, et dans quelques jours, tout sera terminé. Bien qu'il y eût là trois batteries, les dégâts n'ont pas été considérables, grâce au tir déférent de messieurs les fédérés.

De toutes les redoutes des environs de Paris, une seule a encore ses pièces d'artillerie; c'est celle de Châtillon.

Une croix bien gagnée

Le Journal officiel publie le rapport suivant, que M. le ministre des travaux

publics vient d'adresser au chef du pouvoir exécutif :

Versailles, le 1<sup>er</sup> juillet 1871.

Monsieur le président,

Le 21 mai dernier, à trois heures de l'après-midi, au moment où le feu de nos batteries était dirigé avec la plus grande énergie sur la partie de l'enceinte de Paris, voisine de la porte de Saint-Goud, tout à coup un homme est apparu près de cette porte, au bastion 64, agitant un mouchoir blanc en guise de drapeau parlementaire.

Ce signal est aperçu de nos avant-postes, heureusement très rapprochés; on se demande, toutefois, si l'on n'a pas encore à redouter une de ces trahisons dont on avait déjà eu plusieurs fois à souffrir; mais bientôt le commandant des troupes établies sur ce point, le capitaine de frégate Trèbe, après avoir défendu à ses soldats de le suivre, se précipite seul en avant, et reconnaît immédiatement qu'il est en présence d'un homme qui s'est dévoué pour le pays. Cet homme était M. Jules Ducatel, simple piqueur au service municipal de la ville de Paris, demeurant près du Point-du-Jour, qui avait déjà fait, dans le même but, plusieurs reconnaissances périlleuses, et qui, après avoir constaté que les insurgés avaient été délogés par le feu de notre artillerie de cette du rempart, venait, au péril de ses jours, en avertir nos troupes et les mettre à même de pénétrer dans la ville, sans avoir à faire brèche et à donner l'assaut.

A l'aide de ces précieuses indications, l'armée entrerait dans Paris et prenait possession, sans résistance, de la porte de Saint-Cloud et des deux bastions voisins.

Un petit détail, qui a bien son importance : M. Thiers a souscrit au dernier emprunt pour soixante mille francs de rente libérée, ce qui fait un million de capital.

Nous lisons dans l'Echo français : « Un bruit circule au ministère des affaires étrangères, que nous enregistrons, mais que nous ne garantissons pas. »

Des lettres arrivées à Paris et à Versailles, de Berlin et de Saint-Petersbourg, il résulte que la défense faite par la Prusse à la maison Krupp, de fabriquer des canons pour la Russie, a vivement ému le cabinet du czar qui a adressé à M. de Bismarck d'énergiques protestations à ce sujet.

M. de Bismarck, toujours pacifique, aurait répondu au prince Gortschakoff que la Prusse ayant besoin de reformer tout son matériel de guerre, il était de toute justice qu'elle réservât pour elle seule les ressources immenses de l'usine Krupp, à laquelle le grand état-major de Berlin, d'accord avec le ministre de la guerre, a dû commander d'urgence neuf cents pièces d'artillerie d'un modèle nouveau.

En réponse à cette communication de M. de Bismarck, le ministre de la guerre de Russie a commandé en Angleterre six cents pièces de canons de calibres divers.

Les lettres d'Alsace disent qu'on y a appris avec une grande émotion, le résultat des élections de Paris. Les Alsaciens ont été très-touchés du choix que Paris avait fait de députés ayant auparavant représenté leur pays.

Il y a deux ou trois jours, Mulhouse a été le théâtre d'une scène émouvante. Un habitant avait été tué, dimanche dernier, dans une rixe, par un soldat allemand. Un accord tacite a fait, de ses funérailles, une imposante manifestation de l'esprit national qui anime la population.

Le cercueil a été suivi par un cortège de près de 3,000 personnes, appartenant à toutes les classes de la société. Contrairement à l'usage qui exclut les femmes des convois funèbres, plusieurs centaines de dames étaient venues s'y mêler.

Ce sont elles qui, au moment où les premières pelletées de terre tombaient sur le cercueil, ont donné le signal de l'explosion patriotique. Le cri de : « Vive la France ! » parti de leurs rangs, a été répété par l'assistance tout entière.

Puis, au moment où la foule allait se disperser, toutes les mains se sont serrées dans une muette étreinte.

M. Rouher, qui était venu passer quelques jours à Paris, pour connaître les résultats de sa candidature, est, dit-on, retourné à Londres.

Le bruit court que M. M'vil-Bloncourt, nommé dernièrement député par la Gascogne, n'occupera point son siège. On ne dit point pour quel motif.

On travaille activement, dans tous les villages de la banlieue de Paris, à faire disparaître les traces de la guerre. Pour quelques-uns, ce sera l'affaire d'un mois ou deux; mais d'autres, tels que Saint-Cloud, Montretout, A-niè-res, Champsigny, etc., ont besoin, pour réparer leurs ruines, de plusieurs années de paix et de prospérité.

A Arcueil, les Pères Dominicains ont repris possession de leur établissement.

A A-niè-res, quelques propriétaires ont commencé à faire enlever les débris de leurs immeubles.

A Fontenay, on cherchait en vain maintenant quelques traces indiquant l'endroit où l'on avait établi des batteries; cette position stratégique est devenue un champ de pommes de terre.

A Bagneux, toutes les habitations qui avaient reçu des obus ont été réparées.

Il en est de même à Châtillon, à Sevres et à Courbevoie. Le farouche et austère M. Raspail est en train de faire restaurer sa maison de campagne.

A Bellevue, on s'efforce de remettre en état les villas, les restaurants, les guinguettes, et dans quelques jours, tout sera terminé. Bien qu'il y eût là trois batteries, les dégâts n'ont pas été considérables, grâce au tir déférent de messieurs les fédérés.

De toutes les redoutes des environs de Paris, une seule a encore ses pièces d'artillerie; c'est celle de Châtillon.

Une croix bien gagnée

Le Journal officiel publie le rapport suivant, que M. le ministre des travaux

publics vient d'adresser au chef du pouvoir exécutif :

Versailles, le 1<sup>er</sup> juillet 1871.

Monsieur le président,

Le 21 mai dernier, à trois heures de l'après-midi, au moment où le feu de nos batteries était dirigé avec la plus grande énergie sur la partie de l'enceinte de Paris, voisine de la porte de Saint-Goud, tout à coup un homme est apparu près de cette porte, au bastion 64, agitant un mouchoir blanc en guise de drapeau parlementaire.

Ce signal est aperçu de nos avant-postes, heureusement très rapprochés; on se demande, toutefois, si l'on n'a pas encore à redouter une de ces trahisons dont on avait déjà eu plusieurs fois à souffrir; mais bientôt le commandant des troupes établies sur ce point, le capitaine de frégate Trèbe, après avoir défendu à ses soldats de le suivre, se précipite seul en avant, et reconnaît immédiatement qu'il est en présence d'un homme qui s'est dévoué pour le pays. Cet homme était M. Jules Ducatel, simple piqueur au service municipal de la ville de Paris, demeurant près du Point-du-Jour, qui avait déjà fait, dans le même but, plusieurs reconnaissances périlleuses, et qui, après avoir constaté que les insurgés avaient été délogés par le feu de notre artillerie de cette du rempart, venait, au péril de ses jours, en avertir nos troupes et les mettre à même de pénétrer dans la ville, sans avoir à faire brèche et à donner l'assaut.

A l'aide de ces précieuses indications, l'armée entrerait dans Paris et prenait possession, sans résistance, de la porte de Saint-Cloud et des deux bastions voisins.

Un petit détail, qui a bien son importance : M. Thiers a souscrit au dernier emprunt pour soixante mille francs de rente libérée, ce qui fait un million de capital.

Nous lisons dans l'Echo français : « Un bruit circule au ministère des affaires étrangères, que nous enregistrons, mais que nous ne garantissons pas. »

Des lettres arrivées à Paris et à Versailles, de Berlin et de Saint-Petersbourg, il résulte que la défense faite par la Prusse à la maison Krupp, de fabriquer des canons pour la Russie, a vivement ému le cabinet du czar qui a adressé à M. de Bismarck d'énergiques protestations à ce sujet.

M. de Bismarck, toujours pacifique, aurait répondu au prince Gortschakoff que la Prusse ayant besoin de reformer tout son matériel de guerre, il était de toute justice qu'elle réservât pour elle seule les ressources immenses de l'usine Krupp, à laquelle le grand état-major de Berlin, d'accord avec le ministre de la guerre, a dû commander d'urgence neuf cents pièces d'artillerie d'un modèle nouveau.

En réponse à cette communication de M. de Bismarck, le ministre de la guerre de Russie a commandé en Angleterre six cents pièces de canons de calibres divers.

Les lettres d'Alsace disent qu'on y a appris avec une grande émotion, le résultat des élections de Paris. Les Alsaciens ont été très-touchés du choix que Paris avait fait de députés ayant auparavant représenté leur pays.

Il y a deux ou trois jours, Mulhouse a été le théâtre d'une scène émouvante. Un habitant avait été tué, dimanche dernier, dans une rixe, par un soldat allemand. Un accord tacite a fait, de ses funérailles, une imposante manifestation de l'esprit national qui anime la population.

Le cercueil a été suivi par un cortège de près de 3,000 personnes, appartenant à toutes les classes de la société. Contrairement à l'usage qui exclut les femmes des convois funèbres, plusieurs centaines de dames étaient venues s'y mêler.

Ce sont elles qui, au moment où les premières pelletées de terre tombaient sur le cercueil, ont donné le signal de l'explosion patriotique. Le cri de : « Vive la France ! » parti de leurs rangs, a été répété par l'assistance tout entière.

Puis, au moment où la foule allait se disperser, toutes les mains se sont serrées dans une muette étreinte.

M. Rouher, qui était venu passer quelques jours à Paris, pour connaître les résultats de sa candidature, est, dit-on, retourné à Londres.

Le bruit court que M. M'vil-Bloncourt, nommé dernièrement député par la Gascogne, n'occupera point son siège. On ne dit point pour quel motif.

On travaille activement, dans tous les villages de la banlieue de Paris, à faire disparaître les traces de la guerre. Pour quelques-uns, ce sera l'affaire d'un mois ou deux; mais d'autres, tels que Saint-Cloud, Montretout, A-niè-res, Champsigny, etc., ont besoin, pour réparer leurs ruines, de plusieurs années de paix et de prospérité.

A Arcueil, les Pères Dominicains ont repris possession de leur établissement.

A A-niè-res, quelques propriétaires ont commencé à faire enlever les débris de leurs immeubles.

A Fontenay, on cherchait en vain maintenant quelques traces indiquant l'endroit où l'on avait établi des batteries; cette position stratégique est devenue un champ de pommes de terre.

A Bagneux, toutes les habitations qui avaient reçu des obus ont été réparées.

Il en est de même à Châtillon, à Sevres et à Courbevoie. Le farouche et austère M. Raspail est en train de faire restaurer sa maison de campagne.

A Bellevue, on s'efforce de remettre en état les villas, les restaurants, les guinguettes, et dans quelques jours, tout sera terminé. Bien qu'il y eût là trois batteries, les dégâts n'ont pas été considérables, grâce au tir déférent de messieurs les fédérés.

De toutes les redoutes des environs de Paris, une seule a encore ses pièces d'artillerie; c'est celle de Châtillon.

Une croix bien gagnée

Le Journal officiel publie le rapport suivant, que M. le ministre des travaux

publics vient d'adresser au chef du pouvoir exécutif :

Versailles, le 1<sup>er</sup> juillet 1871.

Monsieur le président,

Le 21 mai dernier, à trois heures de l'après-midi, au moment où le feu de nos batteries était dirigé avec la plus grande énergie sur la partie de l'enceinte de Paris, voisine de la porte de Saint-Goud, tout à coup un homme est apparu près de cette porte, au bastion 64, agitant un mouchoir blanc en guise de drapeau parlementaire.

Ce signal est aperçu de nos avant-postes, heureusement très rapprochés; on se demande, toutefois, si l'on n'a pas encore à redouter une de ces trahisons dont on avait déjà eu plusieurs fois à souffrir; mais bientôt le commandant des troupes établies sur ce point, le capitaine de frégate Trèbe, après avoir défendu à ses soldats de le suivre, se précipite seul en avant, et reconnaît immédiatement qu'il est en présence d'un homme qui s'est dévoué pour le pays. Cet homme était M. Jules Ducatel, simple piqueur au service municipal de la ville de Paris, demeurant près du Point-du-Jour, qui avait déjà fait, dans le même but, plusieurs reconnaissances périlleuses, et qui, après avoir constaté que les insurgés avaient été délogés par le feu de notre artillerie de cette du rempart, venait, au péril de ses jours, en avertir nos troupes et les mettre à même de pénétrer dans la ville, sans avoir à faire brèche et à donner l'assaut.